



**PRÉFET
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral
de mise en demeure du 10 mai 2023**

**Société FLEXICO
Commune de Hénonville**

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2450 relative aux imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc., utilisant une forme imprimante ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2001 autorisant la société FLEXICO, à exploiter des installations de fabrication de sacs en matière plastique sur le territoire de la commune de Hénonville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 2023 mettant en demeure la société FLEXICO de respecter les dispositions de dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 et de l'article III.7.1 de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'avis favorable du SDIS du 26 avril 2023 sur les besoins en eau de la société FLEXICO pour son site de Hénonville ;

Vu le rapport de mesure des rejets atmosphérique réalisé par la société APAVE suite au contrôle du 4 juillet 2023 ;

Vu le rapport Q1 réalisé par la société UXELLO suite au contrôle du 31 octobre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions du 7 novembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 7 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :
 - les mesures réalisées par la société APAVE ont portées sur les paramètres COV et poussières ;
 - les résultats de ces mesures ne montrent pas de dépassement des valeurs limites fixées à l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 ;
2. L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2023 est donc respecté ;
3. Lors de la visite du 7 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :
 - l'exploitant a fourni un avis favorable du SDIS sur les moyens de défense incendie présents sur le site ;
 - le rapport Q1 susvisé conclut sur l'absence de risque de mise en échec du système d'extinction automatique ;
4. L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2023 est donc respecté ;
5. Les dispositions sur lesquelles repose l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2023 ne sont plus applicables ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2023 pris à l'encontre de la société FLEXICO, pour ses installations de fabrication de sacs en matière plastique situées sur le territoire de la commune de Hénonville (60119), est abrogé.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Hénonville pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Hénonville fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Hénonville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **28 NOV. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société FLEXICO

Le Maire de la commune de Hénonville

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

